

POLITIQUE INTERIEURE

Les élections municipales se dérouleront les 9 et 23 novembre. « Nous ne nous faisons aucune illusion sur l'issue des élections car le parti présidentiel utilise l'agent et les menaces pour arriver à ses fins, comme il l'a fait lors des législatives de 2002 » a déclaré le coordinateur Arema. Le Sénat - toujours composé d'une majorité d'élus Arema - est élu aux 2/3 par des grands électeurs, en majorité des maires : un changement de majorité est donc envisageable. (AFP 19/08)

L'indemnité journalière de session des députés a été augmentée de 66 % par décret. Cette mesure est justifiée par l'augmentation du coût de la vie. (AFP 11/09)

Madagascar espère obtenir du G8 l'appui financier nécessaire (100 M\$ par an) au lancement de son plan « éducation pour tous » qui vise à scolariser tous les enfants d'ici 2015. Il prévoit la gratuité de l'inscription aux écoles publiques ainsi qu'une partie des écoles privées (dès la rentrée 2002, ce qui au pour effet d'augmenter le nombre d'inscrits de 14 %), la dotation de manuels scolaires en français pour chaque élève, la construction de 2300 salles de classes par an et le recrutement de 1800 enseignants. 41 % des enfants en âge scolaire en milieu urbain ne sont pas scolarisés, et le chiffre monte à 56 % en milieu rural. Le pays doit distribuer 2,6 millions de kits scolaires, constitués du cartable et des fournitures, pour une valeur de 6 M\$ financés par la Banque Mondiale. (AFP 11/09)

Les étrangers ont désormais le droit d'investir dans des biens immobiliers, à condition de disposer d'un apport minimal de 500 000 \$ et de ne pas acheter plus de 3 hectares. La France est le 1^{er} investisseur direct avec 65 % des investissements 2001 et 500 entreprises. (AFP 27/10)

Elections municipales. Le TIM présentait 1439 candidats, l'AVI 900, et l'AREMA 200 à 300. Le scrutin se passe en 2 temps : les 1504 communes rurales le 9 novembre, et le 23 novembre, les 45 communes urbaines. Seul point noir : Mahajanga (côte ouest), où des incidents ont dégénéré avec le saccage de quelques bureaux de vote. Des irrégularités ont été dénoncées par un candidat indépendant, PIERRE TSIRANANA, petit-fils du 1^{er} Président de la République. Celui-ci estime que « le préfet a saboté cette élection sur les ordres du parti présidentiel ». A Toamasina, ROLLAND RATSIRAKA, neveu de l'ancien président, qui brigue un 2^{ème} mandat, a dénoncé « la carence de l'administration dans la délivrance des cartes électorales », au détriment de ses électeurs. (AFP 9 & 23/11)

Le parti présidentiel a remporté 30 des 45 communes urbaines. Toutefois 2 villes symboliques échappent au TIM : à Fianarantsoa PETY RAKOTONIAINA l'emporte avec 44 % des voix, et ROLLAND RATSIRAKA (neveu de l'ancien président) est réélu aisément avec 49 % des voix à Tamatave. Le Ministère de l'Intérieur avait suspendu R. RATSIRAKA d'août à octobre pour « mauvaise gestion communale ». Taux de participation (faible) à 55 %. (AFP 25/11)

VIE SOCIALE & ECONOMIE - DROITS DE L'HOMME

* DEMOCRATIE, LIBERTES & JUSTICE

La France n'a été saisie d'aucune plainte ni demande d'extradition concernant D. RATSIRAKA, explique le Quai d'Orsay. Arrivé en juillet 2002 il a reçu un titre de séjour provisoire. (AFP 7/08)

Le directeur de publication de *La Gazette de la Grande Ile* a été condamné à 3 mois de prison avec sursis pour « diffamation par voie de presse » à l'encontre du groupe *Tiko* détenu par le président RAVALOMANANA. L'article s'interrogeait sur les conditions dans lesquelles *Tiko* avait acheté 2 agences commerciales appartenant à l'Etat. (AFP 2/09)

L'ancien secrétaire d'Etat à la sécurité publique et son fils ont été condamnés à 5 ans de prison pour atteinte à la sûreté intérieure de l'état, ce qui constitue le maximum pour ce genre d'affaires. (AFP 29/08)

Un 6^{ème} quotidien national vient de naître : *Ny Gazety Androany* Le Journal du Jour. C'est une publication de MBS, le groupe du Président, qui comprend une télévision et une radio. *Midi Madagascar* et *Gazetiko* sont considérés comme « pro gouvernementaux », *L'Express*, *La Tribune* et *La Gazette de la Grande Ile* comme « anti gouvernementaux ». Il existe 210 radios et 20 télévisions sur la Grande Ile. Leur tirage est limité.

Le 2 septembre dernier, le directeur de *La Gazette de la Grande Ile* a été condamné à 3 mois de prison avec sursis pour « diffamation par voie de presse » à l'encontre du groupe *Tiko*, dont le président-fondateur est le Président de la République. (AFP 10/10)

Le lieutenant colonel NORBERT BOTOMORA, 50 ans, détenu pour « atteinte à la sûreté de l'Etat » depuis février 2002 est mort en prison, d'un arrêt cardiaque. « Il est mort à cause des conditions de détention » accuse l'Association des familles des prisonniers politiques de la crise de 2002, qui dénonce notamment la surpopulation carcérale. Au 1^{er} juillet, sur 373 personnes poursuivies après la crise politique, 250 environ étaient encore détenues (193 prévenus + 57 condamnés). (AFP 24/10)

TANTELY ANDRIANARIVO, le dernier Premier Ministre de RATSIRAKA, incarcéré depuis le 21 octobre 2002, a été hospitalisé pour « altération de son état général ». Le 24 octobre, le lieutenant-colonel NORBERT BOTOMORA, officier supérieur emprisonné depuis février 2002, a succombé à un arrêt cardiaque à la prison centrale. Le 2 décembre, le colonel RANDRIAMIASOISOA, prisonnier politique, est mort au centre hospitalier de Soavinandriana. (AFP 5/12)

L'ancien président DIDIER RATSIRAKA et les 5 gouverneurs qui avaient proclamé « l'indépendance » de leurs provinces ont été condamnés à 3 ou 5 ans de prison ferme pour atteinte à la sûreté de l'Etat. 3 d'entre eux sont en fuite à l'étranger, 3 autres sont déjà incarcérés à la maison centre d'Antanimora depuis plus d'un an. SOPHIE RATSIRAKA, la plus en vue des 3 filles de l'ex-président, femme d'affaires et proche collaboratrice de son père en politique, a été condamnée par contumace à 5 ans de prison ferme pour association de malfaiteurs, atteinte à la sûreté de l'Etat et dynamitage de pont. ETIENNE RAZAFINDEHIBE, ancien gouverneur de la province de Mahajanga, le colonel NDRIANASOLO, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, le général ANTOINE BOBA et le général POLYCARPE ont été

condamnés à 10 ans de prison ferme. Le colonel RAYMOND, un des gardes du corps de RATSIRAKA, a été condamné aux mêmes peines, par contumace. (AFP 17 & 30/12)

Madagascar Tribune et *l'Express de Madagascar* reprennent de larges extraits du communiqué de presse d'Amnesty, à l'occasion du procès de TANTELY ANDRIANARIVO (22/12). La ministre de la Justice répond que « ces gens sont des ignorants. Car tout ce qu'on veut maintenant, c'est activer toute la procédure afin de tenir le procès dans les meilleurs délais, vu l'état de santé de l'accusé. Le temps où il est resté en prison sans jugement suffit amplement... » (*La Gazette*, 26/12)

L'ancien Premier ministre, le plus lourdement condamné parmi les barons du ratsirakisme, en écopant de 12 ans de travaux forcés et 42 milliards de FMG de dommages et intérêts, a été autorisé par le Président à se faire soigner en France... de fait, sa sortie du territoire national signifie qu'il sera désormais hors d'atteinte de toute poursuite judiciaire. La décision d'amnistie surprend et trouble : pourquoi TANTELY et pas les autres, qui doivent encore croupir en prison faute d'avoir le soutien de certaines personnalités politiques ni d'Amnesty International ? s'interroge *La Gazette* (02/01/2004)

* VIE SOCIALE

Lors du congrès mondial sur les parcs (naturels) le président malgache s'est engagé à doubler la superficie des sites naturels protégés. « Madagascar fourmille de richesses naturelles et d'espèces uniques (...) mais nous avons aussi 9 millions d'hectares de forêt mis en péril par la culture du riz et l'usage du bois pour le feu » a-t-il déclaré. La Grande Ile est une des plus hautes priorités mondiales et un pays-clef pour sa biodiversité, sans égal sur la Terre par ses espèces endémiques, estime l'ONG Conservation International. (AFP 16/09)

La gratuité totale des soins et des médicaments offerte dans les centres publics depuis juillet 2002 est remise en question : elle n'est maintenue jusqu'à la fin de l'année que pour les trois maladies les plus courantes (infections respiratoires aiguës, paludisme, diarrhées) qui touchent particulièrement les enfants. La contribution demandée varie de 400 à 500 ariary (0,28 à 0,36 euros). 42 % de la population doit faire plus de 5 km pour accéder à un centre de santé. (AFP 16/09)

L'opération de distribution de cartables, conjuguée à la gratuité de l'inscription et des manuels scolaires, devrait accroître le nombre d'élèves. Il faut maintenant recruter davantage d'enseignants. 48 % de la population malgache est analphabète. Le taux de scolarisation en primaire est pourtant de 72 % mais 3 enfants seulement sur 10 achèvent ce cycle. (AFP 12/09)

Madagascar est un des pays africains le moins touchés par le sida, mais les derniers chiffres montrent une progression : une étude montre un taux de prévalence de 1,4 % dans la région nord, alors qu'il était de 0,3 % avant l'étude. « C'est une course contre la montre qui commence » a conclu un officiel, craignant une évolution à la sud-africaine. En effet les pratiques sur la Grande Ile (polygamie, multipartenariat, tourisme sexuel) constituent un terrain favorable à la propagation. (AFP 18/09)

A Madagascar, on estime à 600 000 le nombre de personnes devant recourir à l'aide alimentaire en raison d'une mauvaise récolte de maïs causée par la sécheresse. (AFP 8/12)

* ECONOMIE

La récolte de vanille sera faible, environ 500 tonnes exportables, contre 1100 tonnes en 2002. La qualité est jugée « acceptable » mais pas « bonne ». Les prix flambent. (AFP 8/08)

815 km de routes sont en chantier depuis mai, sur les 14 000 promises par le Président (en 6 ans). 82 % des routes sont en mauvais état. L'objectif est économique : ainsi la « route de la vanille » et celle du « grenier à riz » sont d'ores et déjà en travaux. (AFP 19/08)

En mars 2003 la zone franche textile avait réembauché 35 000 personnes et prévoyait de retrouver fin 2003 la moitié des emplois des entreprises franches d'avant -crise soit 60 000 emplois. Elles contribuent à 40 % des recettes d'exportations, et forment le principal bassin d'emploi. Selon les experts de la Banque Mondiale, le potentiel d'emploi des zones franches est de 300 000 personnes (AFP 19/08)

Les réformes sont engagées : les étrangers peuvent désormais acquérir de la terre ; la plupart des taxes d'importation sont supprimées. Difficile à suivre, fantasque, impulsif, préoccupé de progrès pour son pays et ses habitants, quitte à tout mélanger et confondre, le business de l'Etat et celui de son groupe familial, *speedy Ravallo* se révèle un révolutionnaire ultralibéral (Libération 9/09)

Le rendement moyen du riz est de 2 tonnes à l'hectare seulement. Toutes les causes de cette faible productivité sont identifiées : mauvaises semences, pas d'engrais car trop cher, surfaces trop petites, pas de mécanisation... ajoutez à cela la forte résistance du paysan malgache aux techniques nouvelles, une mauvaise maîtrise de l'eau. Et que, vu l'état des routes et de l'enclavement, il est souvent plus rentable d'importer que de le faire venir d'une autre province. Ca sera long, estime un expert vietnamien, car le paysan malgache est analphabète et pauvre, ce qui l'empêche d'acheter le nécessaire. (AFP 23/10)

La Banque mondiale note que « les efforts déployés par le gouvernement ont produit des résultats appréciables » et « une stabilité macro économique renforcée par une baisse de l'inflation ». Les bailleurs de fonds ont particulièrement loué le programme « éducation pour tous », qui a commencé avec 1500 salles de classe construites, et environ 4000 instituteurs recrutés en 2003. (AFP 23/10)

Le groupe français d'hôtellerie ACCOR envisage de construire 5 établissements d'ici 2ans, malgré les handicaps de la Grande Ile en matière de tourisme, qui en font une destination peu pratique et coûteuse : difficultés de circulation, prix élevés des liaisons aériennes. (AFP 23/11)

Le FMI a validé le *Document stratégique de réduction de la pauvreté* de Madagascar, qui se donne pour objectif de réduire de moitié le taux de pauvreté d'ici 10 ans. Actuellement 70 % des Malgaches vivent en dessous du seuil de pauvreté (moins de 1 \$ par jour). Le FMI a émis des réserves sur 2 points : les recettes fiscales insuffisantes et la politique de détaxation des biens importés. (AFP 27/11).